



CHAPITRE 146

CHAPTER 146

Loi créant, dans tout le territoire du comté de Lac Saint-Jean-Est, une zone où sera imposée et perçue, au bénéfice des corporations dudit comté, une taxe spéciale dite "taxe de vente"

An Act to create, in the whole territory of the county of Lake St. John-East, a zone where a special tax called "sales tax" shall be imposed and collected for the benefit of the corporations of the said county

[Sanctionnée le 14 février 1958]

[Assented to, the 14th of February, 1958]

Préambule.

ATTENDU que La corporation du village d'Hébertville-Station, La corporation du village de Lac-à-la-Croix, La corporation du village de Notre-Dame-d'Hébertville, La corporation du village de Saint-Bruno, La corporation du village de Saint-Cœur-de-Marie, La corporation du village de Saint-Émilien, La corporation du village de Saint-Gédéon, La corporation du village de Saint-Jérôme, La corporation de la paroisse de Sainte-Croix, La corporation de la paroisse de Saint-Jérôme, La corporation de la paroisse de Saint-Gédéon, La corporation de canton Delisle, La corporation d'Hébertville, La corporation de Saint-Bruno, La corporation de Saint-Henri-de-Taillon, La corporation de Sainte-Monique et La corporation de comté de Lac Saint-Jean-Est; toutes constituées en vertu de la loi et ayant chacune leur siège social en leur territoire respectif, la corporation du comté de Lac Saint-Jean-Est ayant le sien en la cité d'Alma, par résolution unanimement adoptée par leur conseil respectif, ont, par leur pétition, représenté:

a) Que, depuis plusieurs années, le développement intense du comté crée des problèmes multiples nécessitant une solution immédiate;

WHEREAS The corporation of the village of Hébertville-Station, The corporation of the village of Lac-à-la-Croix, The corporation of the village of Notre-Dame d'Hébertville, The corporation of the village of Saint-Bruno, The corporation of the village of Saint-Cœur-de-Marie, The corporation of the village of Saint-Émilien, The corporation of the village of Saint-Gédéon, The corporation of the village of Saint-Jérôme, The corporation of the parish of Sainte-Croix, The corporation of the parish of Saint-Jérôme, The corporation of the parish of Saint-Gédéon, The corporation of Delisle township, The corporation of Hébertville, The corporation of Saint-Bruno, The corporation of Saint-Henri-de-Taillon, The corporation of Sainte-Monique and the county corporation of Lake St. John-East, all legally incorporated and each having its corporate seat in its respective territory, the county corporation of Lake St. John-East having its seat in the city of Alma, on resolution unanimously passed by their respective councils, have, by their petition, represented:

a. That for many years past the intensive development of the county has been creating many problems requiring immediate solution;

b) Qu'à cet effet, malgré l'aide généreuse du gouvernement de la province de Québec, il est nécessaire de trouver une ou d'autres sources de revenus appréciables;

c) Que l'unique source de revenus actuelle pouvant exister est la création d'un territoire unique, dans lequel serait imposée une taxe spéciale dite "taxe de vente" dont le produit serait partagé entre toutes les corporations ci-avant désignées, comprenant celui de tout le comté de Lac Saint-Jean-Est et notamment le territoire des municipalités des pétitionnaires, ainsi que celui des villes d'Alma, de Naudville, de Riverbend, d'Isle Maligne, de La municipalité de Saint-Joseph d'Alma et de La municipalité de la paroisse de l'Ascension-de-Notre-Seigneur;

d) Que La corporation de la cité d'Alma, La corporation de la ville de Naudville, La corporation de Saint-Joseph d'Alma, La corporation du village de Saint-Jérôme et La corporation de la paroisse de Saint-Jérôme ont accepté unanimement de suspendre l'exécution respective de leur propre loi dite "taxe de vente", sous les conditions suivantes:

i) Que soit inclus dans la zone le territoire de toutes et chacune des municipalités du comté provincial de Lac Saint-Jean-Est, comprenant les corporations ci-avant décrites, de ville, de paroisse et de village;

ii) Que, à même les sommes perçues, chacune reçoive, par préférence et en premier lieu, comme minimum de partage, une somme au moins égale à la somme totale, perçue ou reçue par chacune d'elles au cours de l'année commençant le premier janvier et se terminant le 31 décembre 1957;

iii) Que la présente loi soit en vigueur, à titre d'expérience, durant une période de deux ans, et que, durant cette période, toute loi dite "taxe de vente" existante ou pouvant exister, en faveur de l'une quelconque des corporations ci-avant décrites, soit suspendue;

iv) La cité d'Alma devant réglementer la perception, la distribution et le contrôle, par voie de règlement, sans être obligée de faire accepter ledit règlement

b. That for such purpose, despite the generous assistance of the Government of the Province of Quebec, it is necessary to find one or more important sources of revenue;

c. That the only source of revenue that may be said to exist at present is the creation of a single territory, in which would be imposed a special tax called "sales tax" the proceeds of which would be shared among all the above mentioned corporations, including that of the whole county of Lake St. John-East and particularly the territory of the municipalities of the petitioners, as well as that of the towns of Alma, Naudville, Riverbend, Isle Maligne, The municipality of Saint-Joseph d'Alma and The municipality of the parish of l'Ascension-de-Notre-Seigneur;

d. That The corporation of the city of Alma, The corporation of the town of Naudville, The corporation of Saint-Joseph d'Alma, The corporation of the village of Saint-Jérôme and The corporation of the parish of Saint-Jérôme have unanimously agreed to suspend the carrying out of their respective acts called "sales tax", under the following conditions:

i. That the territory of each and all of the municipalities of the provincial county of Lake St. John-East, comprising the above described town, parish and village corporations shall be included in the zone;

ii. That out of the sums collected, each shall receive, by preference and in the first place, as a minimum share, a sum at least equal to the total sum collected or received by each of them during the year beginning on the first of January and ending on the 31st of December, 1957;

iii. That this act shall be in force, as an experiment, for a period of two years, and that, during such period, every act called "sales tax" in existence or which may exist in favour of any of the above described corporations shall be suspended;

iv. The city of Alma having to regulate the collection, distribution and control by by-law, without being bound to have the said by-law accepted either by the

soit par le conseil de comté ou l'une quelconque des corporations de ville, de village ou de paroisse ci-avant décrites;

Le tout accepté par résolution unanime de leur conseil respectif, ainsi que par les résolutions unanimes des conseils respectifs de toutes les pétitionnaires;

Attendu qu'il est dans l'intérêt public et qu'il y a urgence d'accorder la demande des pétitionnaires;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 526a,
aj. pour
la cité.

1. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifiée, pour la cité d'Alma, en ajoutant après l'article 526, l'article 526a:

Territoire. **"526a.** 1. Dans le présent article, à moins que le contexte ne comporte un sens différent:

"Territoire" signifie le territoire de la cité d'Alma, de la ville de Naudville, de la ville de Riverbend, de la ville d'Isle Maligne, de La corporation de Saint-Joseph d'Alma, du village d'Hébertville-Station, du village de Lac-à-la-Croix, du village de Notre-Dame d'Hébertville, du village de Saint-Bruno, du village de Saint-Cœur-de-Marie, du village de Saint-Émilien, du village de Saint-Gédéon, du village de Saint-Jérôme, de la paroisse de l'Ascension-de-Notre-Seigneur, de la paroisse de Sainte-Croix, de la paroisse de Saint-Gédéon, de la paroisse de Saint-Jérôme, de canton Delisle, de La corporation d'Hébertville, de La corporation de Saint-Bruno, de La corporation de Saint-Henri-de-Taillon, et de La corporation de Sainte-Monique;

Taxe de
vente
autorisée.

2. Le conseil de la cité d'Alma est autorisé à imposer, par résolution, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente", n'excédant pas deux pour cent, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements), sur toutes marchandises et articles de commerce quelconques, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, et le service de téléphone vendu ou acheté dans les limites

county council or by any of the above described town, village or parish corporations;

The whole accepted by unanimous resolution of their respective councils, as well as by the unanimous resolutions of the respective councils of all the petitioners;

Whereas it is urgent and in the public interest to grant the prayer of the petitioners;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended, for the city of Alma, by adding after section 526, section 526a:

R.S.,
c. 233,
s. 526a,
added
for city.

"526a. 1. In this section, unless the context indicates a different meaning:

"Territory" means the territory of the city of Alma, of the town of Naudville, of the town of Riverbend, of the town of Isle Maligne, of The corporation of Saint-Joseph d'Alma, of the village of Hébertville Station, of the village of Lac-à-la-Croix, of the village of Notre-Dame d'Hébertville, of the village of Saint-Bruno, of the village of Saint-Cœur-de-Marie, of the village of Saint-Émilien, of the village of Saint-Gédéon, of the village of Saint-Jérôme, of the parish of l'Ascension-de-Notre-Seigneur, of the parish of Sainte-Croix, of the parish of Saint-Gédéon, of the parish of Saint-Jérôme, of Delisle township, of The corporation of Hébertville, of The corporation of Saint-Bruno, of The corporation of Saint-Henri-de-Taillon, and of The corporation of Sainte-Monique;

2. The council of the city of Alma is authorized to impose, by resolution, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax", not exceeding two per cent, of the same nature and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments), on all merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the limits of the territory as defined in subsection 1,

Sales tax
author-
ized.

du "territoire" tel que défini au paragraphe 1, sujet aux exemptions prévues par l'article 12 de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail et ses amendements.

Achats
faits hors
du terri-
toire.

La taxe peut être également imposée et prélevée dans le cas d'une vente, faite en dehors dudit "territoire", que l'acheteur réside ou ait sa place d'affaires dans ledit "territoire" ou en dehors, pourvu que, dans ce cas, la chose qui fait l'objet du contrat se trouve dans ledit "territoire" soit lors de la vente ou soit lors de la livraison, sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison où que la chose qui se trouve dans ledit "territoire" ait été transportée en dehors de ce "territoire" dans le but d'éviter le paiement de la taxe.

Livraison
dans le
territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans le "territoire" ou y faisant affaires, qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le "territoire", doit immédiatement en faire rapport au trésorier de la cité, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à la cité, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit "territoire".

Pas de
double
taxe.

Tout acheteur ou usager qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, prend livraison d'un bien mobilier acquis par lui, pour consommation ou usage dans ledit "territoire", doit, à l'époque où il prend livraison, payer au trésorier de la cité une taxe égale à deux pour cent du prix de détail de ce bien. Cependant, ladite taxe ne sera pas prélevée dans le cas où une taxe semblable est également imposée dans la province de Québec sur cette vente, au bénéfice d'une autre municipalité dans laquelle ladite vente a eu lieu.

Automobiles, etc.

La taxe peut également être imposée et prélevée lorsqu'il s'agit d'une vente d'un véhicule automobile, tel que défini par la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), d'un piano, d'un réfrigérateur électrique ou d'un radio ou de toute autre marchandise que le

subject to the exemptions contemplated in section 12 of the said Retail Sales Tax Act and its amendments.

The tax may also be imposed and levied in the case of a sale made outside of the said territory, whether the purchaser resides or has his place of business in the said territory or outside thereof, provided that in such case the thing covered by the contract is within the said territory, either at the time of the sale or at the time of the delivery, except if it is brought there for purposes of delivery only, or that the thing which is in the said territory has been carried out of the said territory with the intention of evading the payment of the tax.

Purchases
made
outside
territory.

Every person ordinarily residing within the territory or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory, shall immediately report the matter to the city treasurer, transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the treasurer may require and shall moreover pay to the city, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory.

Delivery
within
territory.

Every purchaser or user who, after the coming into force of this act, takes delivery of any moveable property acquired by him for consumption or use in the said territory shall, at the time of taking delivery, pay to the city treasurer a tax equal to two per cent of the retail price of such property. However, the said tax shall not be levied when a similar tax is also imposed in the Province of Quebec on such sale, for the benefit of another municipality in which the said sale took place.

No double
tax.

The tax may also be imposed and levied in the case of the sale of a motor vehicle, as defined in the Motor Vehicles Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142), a piano, an electric refrigerator or a radio or of any other merchandise that the council may determine by by-law, to a purchaser who

Motor-
vehicles,
etc.

conseil pourra déterminer, par règlement, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans ledit "territoire", quel que soit l'endroit, en dehors dudit "territoire", où la vente ou la livraison a lieu.

Percep-
tion.

3. Ladite taxe sera prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions et les mêmes exemptions que la taxe perçue en vertu des articles 4, 5 et 6 de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail, et ses amendements, *mutatis mutandis*.

Conven-
tions.

4. Le conseil de la cité d'Alma est autorisé à conclure, avec le ministre des finances de la province, toutes conventions pour la perception de la taxe dont l'imposition est autorisée par le présent article.

Stipula-
tion.

Ces conventions pourront stipuler qu'il sera permis au trésorier de la cité d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits de la cité d'Alma concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39h de la Loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 19, et ses amendements.

Règle-
menta-
tion.

5. Notwithstanding les dispositions du paragraphe 4 ci-dessus, la cité d'Alma peut, en tout temps, adopter les règlements, résolutions et autres mesures qu'elle jugera nécessaires ou utiles pour assurer la perception de la taxe qu'elle imposera, et sans restreindre la portée de la disposition qui précède, pour définir ce qui constitue, pour les fins du présent article et de l'imposition de la taxe, une vente ou un achat en détail; pour déterminer sur quel montant doit être comptée la taxe lorsque le prix payable par l'acheteur comprend, en même temps, le prix ou la valeur du travail fourni par le vendeur ou de l'usage d'un objet fourni par ce dernier; pour obliger tout vendeur à ajouter sur ses factures le montant de la taxe payable ou payée par l'acheteur; pour obliger toute personne, chargée de percevoir la taxe, à tenir, de la manière indiquée par la cité et jour par jour, un compte séparé de la taxe perçue

has his domicile or ordinary residence or place of business in the said territory, whatever be the place, outside of the said territory, where the sale or delivery is made.

3. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same way, upon the same conditions and with the same exemptions and sanctions as the tax collected under sections 4, 5 and 6 of the said Retail Sales Tax Act and its amendments, *mutatis mutandis*.

Collec-
tion.

4. The council of the city of Alma is authorized to enter into any agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this section.

Agree-
ments.

Such agreements may stipulate that the treasurer of the city shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the said Retail Sales Tax Act.

Stipula-
tion.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the city of Alma respecting the collection of the sales tax and the same actions for infringement of this act as those provided for by section 39h of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73) enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 19, and its amendments.

Rights
trans-
ferred.

5. Notwithstanding the provisions of the foregoing subsection 4, the city of Alma may at any time adopt the by-laws, resolutions and other measures which it may deem necessary or useful to assure the collection of the tax which it shall impose and, without limiting the scope of the foregoing provision, to define what constitutes, for the purposes of this section and for the imposition of the tax, a retail sale or purchase; to determine upon what amount the tax shall be computed when the price payable by the purchaser includes at the same time the price or the value of the work provided by the vendor or of the use of an article furnished by the latter; to oblige every vendor to add to his invoices the amount of the tax payable or paid by the purchaser; to oblige any person entrusted with the collection of the tax to keep, in the manner indicated by the city and day by

Regula-
tion.

et à percevoir, à lui faire rapport par écrit, sous serment, aux dates qu'elle fixera et suivant les formules qu'elle fournira, à lui faire remise de la taxe perçue aux dates et de la manière qu'elle déterminera, à laisser visiter son ou ses établissements, à laisser examiner ses livres ou autres documents par son secrétaire-trésorier ou trésorier ou par toute personne le représentant, pour vérifier si les prescriptions de la présente loi ou du présent article et des règlements adoptés par elle sont observés et pour établir le montant de la taxe perçue et à percevoir; et pour obliger toute personne ainsi que ses officiers et employés à fournir au trésorier ou secrétaire-trésorier de la cité ou à leurs représentants tous renseignements qu'ils pourront exiger.

Adoption. Tout règlement, ou résolution, autorisé par le présent article, pourra être adopté par le conseil, sans qu'il soit nécessaire d'en donner préalablement avis, et, dès qu'il sera adopté, il aura dans le "territoire", après avoir été publié une fois en anglais et en français dans un journal local, la même force obligatoire que s'il eût été adopté par les corporations, mentionnées au paragraphe 1 du présent article 526a.

Partage. 6. Le revenu annuel, perçu par la cité d'Alma et provenant de ladite taxe, sera, après déduction des dépenses encourues par la cité pour l'imposition, la perception et la distribution de ce revenu, partagé tous les trois mois, par la cité d'Alma, entre elle et la ville de Naudville, la ville de Riverbend, la ville d'Isle Malighe, La corporation de Saint-Joseph d'Alma, La corporation du village d'Hébertville-Station, La corporation du village de Lac-à-la-Croix, La corporation du village de Notre-Dame d'Hébertville, La corporation du village de Saint-Bruno, La corporation du village de Saint-Cœur-de-Marie, La corporation du village de Saint-Émilien, La corporation du village de Saint-Gédéon, La corporation du village de Saint-Jérôme, La corporation de la paroisse de l'Ascension-de-Notre-Seigneur, La corporation de la paroisse de Sainte-Croix, La corporation de la paroisse de Saint-Gédéon, La corporation de la paroisse de Saint-Jérôme, La corporation de canton

day, a separate account of the tax collected and to be collected, to make a written report to the town, under oath, on the dates which shall be fixed and on the forms which shall be supplied by the town, to remit to the town the tax collected, on the dates and in the manner determined by the said town, to allow his establishment or establishments to be visited, to allow his books and other documents to be examined by its treasurer or secretary-treasurer or by any person representing him, in order to verify if the provisions of this act or of this section and of the by-laws adopted by the town are complied with and to establish the amount of the tax collected and to be collected; and to oblige every person as well as his officers and employees to furnish to the treasurer or secretary-treasurer of the city of their representatives any information they may require.

Any by-law or resolution authorized by this section may be adopted by the council without its being necessary to give prior notice thereof and, as soon as it shall have been adopted and after having been published once, in English and in French, in a local newspaper, it shall have, in the territory, the same force as if it had been adopted by the corporations mentioned in subsection 1 of the present section 526a.

Partition. 6. The annual revenue collected by the city of Alma and derived from the said tax shall, after deducting the expenses incurred by the city for the imposition, collection and distribution of such revenue, be divided every three months by the city of Alma between itself and the town of Naudville, the town of Riverbend, the town of Isle Maligne, The corporation of Saint-Joseph d'Alma, The corporation of the village of Hébertville Station, The corporation of the village of Lac-à-la-Croix, The corporation of the village of Notre-Dame d'Hébertville, The corporation of the village of Saint-Bruno, The corporation of the village of Saint-Cœur-de-Marie, The corporation of the village of Saint-Émilien, The corporation of the village of Saint-Gédéon, The corporation of the village of Saint-Jérôme, The corporation of the parish of l'Ascension-de-Notre-Seigneur, The corporation of the parish of Sainte-Croix, The corporation of the parish of Saint-Gédéon, The corpo-

Delisle, La corporation d'Hébertville, La corporation de Saint-Bruno, La corporation de Saint-Henri-de-Taillon, et La corporation de Sainte-Monique, en proportion de leur population respective, tel qu'établi par le dernier recensement fédéral alors publié.

Condi-
tion.

Ledit partage, cependant, devra être effectué à la condition formelle que, par privilège et par préférence, la cité d'Alma, la ville de Naudville, La corporation de Saint-Joseph d'Alma, La corporation du village de Saint-Jérôme et La corporation de la paroisse de Saint-Jérôme reçoivent chacune, comme part minimum de partage, une somme au moins égale à la somme totale perçue ou reçue par chacune d'elles au cours de l'année commençant le 1er janvier et se terminant le 31 décembre 1957. A cet effet, la cité, à chacune des distributions à effectuer, retiendra d'abord et en premier lieu, le quart ($\frac{1}{4}$) de ladite somme ou part minimum pour distribution immédiate à chacune d'elles. Le coût de la passation de la présente loi est à la charge de la corporation de comté, suivant les ententes qu'elle a faites avec d'autres corporations intéressées. Le coût de distribution, par la cité d'Alma, à chaque corporation, sera de trois pour cent par somme distribuée.

Délai.

Si la perception de cette taxe est faite par le ministre des finances de la province, en vertu d'une ou plusieurs conventions intervenues entre lui et la cité d'Alma, ce partage sera fait dans les quinze jours des remises, par le ministre des finances de la province à la cité d'Alma, sujet à ce que ci-dessus."

Lois, etc.,
inopé-
rantes.

2. Toute loi ou tout règlement décrétant l'imposition et la perception d'une taxe municipale dite "taxe de vente" de deux pour cent existant ou pouvant exister à l'égard ou sur le territoire de l'une quelconque des corporations municipales, ci-avant décrites, est inopérant durant une période de deux ans, à compter de la date qui sera fixée dans la résolution pour imposer ladite taxe, adoptée par la cité d'Alma, laquelle résolution devra être passée dans les trois mois de la date de la sanction de la présente loi.

ration of the parish of Saint-Jérôme, The corporation of Delisle township, The corporation of Hébertville, The corporation of Saint-Bruno, The corporation of Saint-Henri-de-Taillon and The corporation of Sainte-Monique, in proportion to their respective populations as established by the last federal census then published.

The said division however, shall be made on the specific condition that, by privilege and preference, the city of Alma, the town of Naudville, The corporation of Saint-Joseph d'Alma, The corporation of the village of Saint-Jérôme and The corporation of the parish of Saint-Jérôme shall each receive, as a minimum share, a sum at least equal to the total sum collected or received by each of them during the year beginning on the 1st of January and ending on the 31st of December, 1957. For such purpose, the city, at each distribution to be made, shall first retain one-fourth ($\frac{1}{4}$) of the said sum or minimum share for immediate distribution to each of them. The cost of the passing of this act shall be charged to the county corporation, in accordance with the agreements made by it with the other interested corporations. The cost of distribution by the city of Alma to each corporation shall be three per cent of each sum distributed.

Condi-
tion.

If the collection of such tax is made by the Minister of Finance of the Province, under any agreement or agreements entered into between him and the city of Alma, such apportionment shall be made within fifteen days of the remittances by the Minister of Finance of the Province to the city of Alma, subject to the foregoing."

Delay.

2. Every act or by-law enacting the imposition and collection of a municipal tax of two per cent called "sales tax" existing or which may exist with respect to or in the territory of any of the above described municipal corporations, shall be inoperative during a period of two years from the date which will be fixed in the resolution to impose the said tax, adopted by the city of Alma, which resolution must be passed within three months after the date of the sanction of this act.

Laws,
etc., in-
operative.

Durée.

3. La présente loi ne sera en vigueur que pour une période de deux ans, à compter de sa mise en application.

3. This act shall be in force for a ^{Duration.} period of only two years from its putting into effect.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on ^{Coming} the day of its sanction. ^{into force.}
